



# Réquisitions, remise en cause du droit de grève : Suspension du « dialogue social » !

La CGT pôle emploi exprime son entière solidarité avec tous les salariés en lutte dans les raffineries mais aussi dans d'autres branches professionnelles pour revendiquer des hausses de salaire légitimes dans la période actuelle.

Nous dénonçons l'attitude du gouvernement qui a choisi la répression en appliquant des réquisitions parmi le personnel gréviste des raffineries. **Par ce biais, la liberté fondamentale du droit de grève est remise en cause. Nous ne pouvons tolérer ni accepter de tels agissements ! Le gouvernement a fait le choix de la violence !**

En conséquence, la CGT a appelé toutes ses organisations à soutenir massivement les salariés des raffineries, en se rendant sur les piquets de grève ou en manifestant devant les préfetures et sous-préfetures, **contre cette attaque inadmissible au droit constitutionnel qu'est le droit de grève.**

Afin de dénoncer cette remise en cause du droit de grève et de nos libertés individuelles et collectives, la CGT a décidé également de suspendre, de ce fait, sa participation aux réunions avec le gouvernement et le patronat dans la période.

**En conséquence, en solidarité avec nos camarades des raffineries, et à l'appel de notre organisation syndicale, la CGT Pôle Emploi ne siègera pas dans toutes les instances et commissions nationales. Le « dialogue social » n'est aujourd'hui pas entendable, lorsque des salariés et des représentants syndicaux sont attaqués sur le droit de porter leurs revendications et de les faire gagner !**

**Cette suspension est d'ores et déjà prévue cette semaine, elle pourra cesser ou être reconduite selon la situation. Evidemment, des marges de manœuvre sont laissées à nos élus et représentants afin de leur permettre de siéger quand il s'agit de garantir la défense individuelle ou collective de nos collègues.**

Nous serons aussi présents et en grève dans tous les mouvements du 18 octobre pour manifester contre ce gouvernement qui a décidé de mener une guerre sociale contre les travailleurs (avec et sans emploi) notamment, avec la réforme de l'assurance chômage et des retraites, et continuerons à revendiquer une revalorisation salariale à la hauteur des enjeux actuels.

*Paris, le 17 octobre 2022*